« La Méditerranée, cette passion française »

La France est étroitement liée à la mer Méditerrajnée et aux pays qui la bordent. Mais Rostane Mehdi estime que l'ancienne puissance coloniale doit désormais adosser ses actions à l'Europe.

Pays riverain de la « grande bleue », ancienne puissance coloniale sur la rive nord de la Méditerranée, la France ressent une véritable passion pour *Mare Nostrum* et les pays qui la bordent. Mais une passion « contrariée », affirme Rostane Mehdi. Invité par la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, le directeur de Sciences Po Aix précisera sa pensée ce jeudi à Toulon lors d'une conférence [1].

Qu'entendez-vous par « passion contrariée » ?
La Méditerranée est une passion française. Une passion intellectuelle. Inaugurée par l'ambiguë expédition d'Égypte (1798-1801), cette séquence s'achève à l'orée des années 1960. Lancée presque par hasard, la conquête de l'Algérie installe durablement la France en Méditerranée. C'est également en Méditerranée que la France connaîtra son expérience de décolonisation la plus douloureuse symboliquement et la plus coûteuse politiquement. Cette nouvelle donne imposait à la France de repenser en profondeur les rapports qui devraient l'unir à un espace sur lequel elle ne pourrait plus prétendre exercer aucune prérogative impériale.

Pour autant cette rupture n'en finit pas d'empoisonner les rapports de notre pays à l'histoire tout en compliquant ses relations avec ses anciennes possessions devenues souveraines…
Ces relations sont certes compliquées, mais elles sont incontournables. La France ne peut pas imaginer ne pas avoir de relations avec ses anciennes colonies d'Afrique du Nord. Et ces dernières ne peuvent faire fi de leurs liens avec la France. Cela tient de l'héritage historique bien sûr, mais pas uniquement. Il existe une véritable imbrication de nos sociétés civiles. En France, des millions de gens ont un rapport singulier avec l'Afrique du Nord, que ce soit les binationaux, les Harkis ou les rapatriés, et leurs descendants. Sans oublier les jeunes Français qui sont allés servir de l'autre côté de la Méditerranée dans les années 1950-1960. Le temps de l'actualité n'est pas le temps historique. Il existe des hauts et des bas dans les relations entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique du Nord, mais il faut juger les choses dans la durée.

Bien avant la décolonisation, ce début de perte d'influence de la France en Méditerranée ne remonte-t-il pas à la crise de Suez en 1956 ?
La crise de Suez a surtout démontré que la France (et c'est valable aussi pour le Royaume-Uni) ne peut plus faire cavalier seul. Dans l'équation de puissance de la France, l'Europe, qui a dû « méditerraniser » sa propre politique, occupe depuis toujours une place fondamentale. Et l'échec politique de l'Union pour la Méditerranée, pourtant une vraie bonne idée, est un excellent exemple que la France ne peut ni ne doit rien faire seule.

L'impuissance d'Emmanuel Macron à sortir le Liban d'une crise politique et économique en est un autre ?
Sur la question du Liban, la France est portée par des intentions à la fois louables, politiquement inspirées et en parfaite cohérence avec une histoire au fil de laquelle la diplomatie de notre pays a souvent été perçue comme un facteur d'apaisement ; mais encore faut-il que ces intentions soient partagées. Si les chrétiens du Pays du Cèdre regardent encore vers l'Occident, il est évident que les chiites, qui représentent 45 % de la population, et le Hezbollah ne souhaitent pas saisir la main tendue d'Emmanuel Macron. Quant aux sunnites, force d'équilibre, ils sont aujourd'hui affaiblis et largement marginalisés (comme en témoignent les difficultés de la classe politique libanaise à constituer un gouvernement). Réalité intemporelle, l'efficacité d'une politique étrangère est conditionnée par la rencontre de plusieurs volontés…

> « En France, des millions de gens ont un rapport singulier avec l'Afrique du Nord »


(Photo DR Nice Matin)

Avec le recul, que pensez-vous de l'intervention militaire en Libye, initiée notamment par la France, et qui a mené à renverser Khadafi ?
Il est clair que les tenants et les aboutissants de l'intervention en Libye n'ont pas été bien mesurés. Plus de dix ans après, le pays reste cassé en trois entre la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Sud, un trou noir à partir duquel ont été disséminées des centaines de milliers d'armes qui approvisionnent des mouvements terroristes, notamment au Sahel. Il serait injuste d'occulter le fait que la France a su, à compter de janvier 2013, assumer ses responsabilités en intervenant au Mali pour y stopper les colonnes djihadistes qui s'apprêtaient à fondre sur Bamako. Ce faisant, la France a tenté de corriger ses erreurs initiales en œuvrant (en vain) à la sécurisation du Sahel. Il est vrai qu'elle connaît aujourd'hui un cruel revers la contraignant à un repli sans fin. Après avoir dû quitter le Mali, nos forces ont dû se retirer du Burkina Faso. Il faut cependant se garder d'en tirer des conclusions hâtives. En effet, je ne serais pas étonné que cette perte d'influence ne soit que temporaire. L'expérience de quelques années du groupe Wagner risque d'amener les anciens partenaires de la France à reconsidérer leurs positions.

Un mot sur le partenariat entre la France et la Grèce, face aux ambitions turques.
La France, philhellène, a sans surprise fait le choix de la Grèce. Cela se traduit notamment par le renforcement des capacités militaires d'Athènes à qui la France a vendu des chasseurs Rafale et des frégates. Mais c'est aussi une façon de montrer à la Turquie, qui tourne le dos à son européanité, les limites à ne pas franchir. La politique étrangère de la Turquie est au cœur de multiples contradictions : membre de l'Otan, candidate à l'adhésion à l'Union européenne, passé sous le contrôle sans partage d'un dirigeant islamiste engagé dans une politique agressive et guerrière. Parallèlement, la Turquie est membre du Processus d'Astana et apporte son soutien à ce que Dominique Moïsi appelle le triangle de la vengeance (Russie, Iran et Turquie). Tout cela résulte d'un rejet de l'héritage kémaliste. Après avoir porté la promesse d'une modernité musulmane, Erdogan devient le symbole du nationalisme religieux, eurasiste et anti-occidental. Sans doute, la conversion de la Turquie aux vertus du « *soft power* » était illusoire. Elle n'était pas prête à remettre en cause, même partiellement, certains des fondateurs de l'État turc. Rejoindre l'Union européenne, imposerait des transferts de droits souverains au profit d'une organisation supranationale. Une perspective qui s'est avérée inacceptable. On assiste à une montée en puissance qui se manifeste de plusieurs manières : invasion du nord de la Syrie ; présence en Libye ; incursion au Kurdistan irakien ; prospections gazières dans les eaux grecques et chypriotes provoquant de vives tensions maritimes. La Turquie déploie une stratégie d'éviction de l'occident dans la région et poursuit l'ambition de refaire d'Istanbul la capitale de l'Umma (grande nation des musulmans). C'est contre tout cela que la France entend réagir. L'avenir nous dira si ce choix a été le bon.

PROPOS RECUEILLIS PAR P.-L. PAGÈS
plpages@varmatin.com

1. La conférence se tiendra le jeudi 13 avril à partir de 18 h 30 sur le campus de Toulon, porte d'Italie (amphi FA.001). Inscription gratuite mais obligatoire sur le site www.fmes-france.org